



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 14 décembre 2021

**Discours de M. Jean CASTEX, Premier ministre**

**Hôpital de la Timone  
Marseille**

**Mardi 14 décembre 2021**

*Seul le prononcé fait foi*

Merci beaucoup à toutes et tous, merci de votre accueil, Monsieur le professeur, vous soulignez l'importance de ma venue aujourd'hui à l'Assistance publique-Hôpitaux de Marseille.

J'étais venu déjà en soutien des soignants il y a quelques mois, pendant la deuxième vague, et en saluant tous les élus, évidemment, Monsieur le maire de Marseille, Monsieur le président de région, Madame la présidente de département, Madame la présidente de la métropole, je salue aussi les Parlementaires qui sont ici, Madame la présidente du Conseil de surveillance, Monsieur le président de la Commission médicale des établissements et Monsieur le directeur général, le préfet, évidemment le directeur général de l'ARS, bref tous les acteurs ; ça me fait plaisir, d'ailleurs je vous le dis, de voir, on a fait allusion, au rugby dès mon arrivée, ce pack, cette équipe réunie autour du document que nous allons signer parce que je pense que c'est un signal à lui seul, extrêmement important. Marseille en Grand, vous l'avez dit, plusieurs d'entre vous, c'est une initiative voulue par le Président de la République qui est venu ici à Marseille annoncer les grands jalons de son ambition, et que je viens après lui concrétiser ici.

Je suis d'ailleurs, vous l'avez observé très souvent dans les territoires, partout, j'étais encore hier dans les Vosges, avant-hier en Alsace, bref, rien de tel que d'aller se rendre compte sur le terrain de ce qui se passe et des difficultés, les difficultés, vous savez, évidemment, il y en a.

Et dans Marseille, dans ma visite ici à Marseille, évidemment, les questions de santé ne pouvaient être absentes. Elles le sont évidemment d'abord parce que nous continuons, je suis obligé d'en parler à nouveau, de traverser une crise sanitaire importante qui dure et face à laquelle nous devons continuer inlassablement à nous battre. Et donc, j'irai encore après, Monsieur le professeur, Monsieur le directeur général, auprès de l'équipe soignante pour leur dire évidemment mon immense reconnaissance et tout le soutien du Gouvernement.

Cette crise nous mobilise toutes et tous. Je ne peux pas m'empêcher de dire qu'ici, cette présence, aura aussi, cher Michèle, valeur de symbole ; tout le monde a en mémoire, comment dire, notre entrée en mêlée un peu virile lorsqu'il a fallu prendre les premières mesures, vous vous en souvenez, c'était au début de la deuxième vague que j'ai dû prendre des dispositions que j'assume complètement, même si j'ai compris qu'elles ne plaisaient pas, qu'elles étaient critiquées à l'époque, souvenez-vous, nous n'avions pas la vaccination ; des mesures concernant notamment les bars, les restaurants, etc., ici à Marseille, et qui à l'époque, avait un taux d'incidence un peu plus élevé. Bon, ça a été un peu rude. Tout le monde s'en souvient, les médias s'en étaient fait l'écho. Bon. Et puis voilà.

Enfin, quand je vois aujourd'hui quelles sont nos relations collectives, je me dis que nous avons ensemble progressé dans évidemment, la compréhension mutuelle des sujets, mais aussi notre volonté collective. Car finalement, au-delà de nos différences parfaitement légitimes et respectables, ça s'appelle la démocratie, nous devons toujours nous attacher à rechercher l'intérêt général. Voilà. Et je le dis, il y a ici des personnalités diverses, des personnalités affirmées, mais je veux saluer leur engagement et leur mobilisation dans le cadre de cette crise, dans sa dimension sanitaire et dans sa dimension économique et sociale.

Oui, nous signons ce soir, le président MUSELIER y a fait allusion. Je signe beaucoup, oui, depuis que je suis Premier ministre, parce que la signature, c'est le contrat et le contrat, ça marque la rencontre des volontés et l'unité de l'action. Et je pense très sincèrement que c'est fondamentalement ce qu'attendent nos concitoyens, que nous sachions nous mobiliser ensemble dans le respect de nos différences, au service de l'intérêt général et en

l'espèce, qui de la lutte contre la pandémie, qui de la lutte contre ses conséquences économiques et sociales, qui au service de la relance. Oui, nous contractualisons. Je viens encore le faire ce soir avec vous à Marseille et je pense que c'est absolument indispensable au-delà même, vous le comprenez bien, des engagements financiers, des preuves d'amour, comme l'a dit Renaud.

Nous affichons aussi quelque chose. Et je le dis à un moment où d'autres voudraient au contraire écarter, séparer, diviser de plus en plus. Ce n'est pas l'optique du Gouvernement. Et je le dis, il y a des élus du peuple. Je souhaiterais féliciter à nouveau le président MUSELIER, qui a fait allusion à son élection. Je ne regrette absolument rien. Bien au contraire, je me réjouis qu'il soit là. Je me réjouis qu'il soit là et je me souviens, chacun se souvient ici de ce qui était annoncé, des risques qui pointaient et qui ont été de magnifique manière écartés. Et que cela serve de leçon, je le dis pour nous toutes et nous tous.

J'en viens à ce qui nous réunit ce soir pour vous dire qu'il me semble, là encore, que ce que l'on attend de nous, pardonnez-moi, Mesdames et Messieurs, de vous englober dans mon propos, ce n'est pas simplement que nous luttons pied à pied de la façon la plus efficace possible face à la crise sanitaire. Je ne vais pas, je l'ai fait, mais je pourrais refaire un petit plaidoyer encore et toujours pour la vaccination. En vous félicitant de ce que j'ai vu dans le centre de vaccination, en vous félicitant du déploiement de l'aller vers, car il ne faut pas oublier que si nous avons la priorité de la dose de rappel, nous avons encore plus la priorité de la première dose pour celles et ceux de nos concitoyens qui ne l'ont pas encore reçue.

Donc, la mobilisation doit demeurer générale, mais je pense que ce que nos concitoyens, ce que le pays attend aussi de nous, c'est que nous sachions le plus vite possible tirer des enseignements structurels de la crise. Alors vous voyez, elle n'est pas tout à fait finie. Mais ça ne fait rien. Je pense qu'il faut qu'on soit capable à la fois de lutter contre elle au temps présent - c'est, vous l'avez dit, monsieur le directeur, l'urgence -, mais aussi capable de nous projeter. Et par rapport à notre système de santé, je suis ici dans un très grand CHU français, à prendre acte de ce que collectivement, et l'État en premier parce que c'est sa compétence, nous devons réinvestir le système de santé.

Je ne suis pas ici pour dresser le procès du passé. Cela n'aurait aucun intérêt. Mais enfin, force est de constater que nous avons un peu trop baissé la garde. Donc, on a appelé cela, peu importe les appellations, le Ségur. J'en rappelle à vous tous les 3 volets. D'abord, évidemment, l'hôpital, c'est ses agents, ses

personnels, c'est ça la force de l'établissement de santé. Et c'est ça la force de notre système de santé. Donc il y a eu, je le rappelle, une négociation - j'aime beaucoup ce mot - avec les partenaires sociaux qui a abouti à un accord majoritaire. C'est aussi important, la méthode et la procédure. Le Ségur de la santé, une revalorisation des soignants d'autres catégories. Vous le voyez, après on a fait par cercles concentriques. Il y a toujours les oubliés, bien sûr. Mais enfin, je le dis parce que tout cela est vérifiable. C'est le plus gros effort de revalorisation depuis la création de la Sécurité sociale en 1945. Le plus gros, chacun a vérifié. J'ai dû, dans ma vie, négocier des accords. On était à 10 %. Et c'est mérité. Et il y a un effet de rattrapage. Et on va même nous dire : ça ne suffit pas, par rapport à des personnels qui sont fatigués, dont certains même démissionnent. Il y a un taux d'absentéisme élevé. Tout ça, on le comprend, mais enfin, je le dis, revalorisation, création de 15 000 postes dans le Ségur. Le président MUSELIER, là aussi, y a fait allusion, difficultés de la ressource médicale.

Ai-je besoin de rappeler inlassablement, mesdames et messieurs, que le *numerus clausus* en 2017 était inférieur à ce qu'il était en 1972, année de sa création, comme si la population française n'avait pas augmenté, comme si elle n'avait pas vieilli et comme si les modes de travail des médecins n'avaient pas évolué. Inférieur ? Allons bon ça alors c'est curieux, on en manque... Donc on a fait cette réforme, mais elle ne peut pas produire des effets d'un claquement de doigts !

De la même façon, il a là encore été fait référence aux paramédicaux, nous avons significativement augmenté, en accord avec les régions, le nombre de places dans les IFSI, et dans les IFAS, Instituts de soins infirmiers, Instituts de formation des aides-soignantes, et dans des proportions inédites. Mais là aussi, il faut un peu de temps. Donc on est dans cette période, on a la crise à la fois conjoncturelle, la crise sanitaire, et puis cette insuffisance de moyens pluridécennale, et là on est là au milieu. Il faut s'accrocher, tenir, parce que le cap est fixé. On n'a pas d'autre choix. Le cap est fixé.

Il y a un deuxième volet que je rappelle ici dans un centre hospitalier universitaire, c'est le volet innovations en santé et recherches en santé. Quel Français ne garde pas au fond de lui-même la meurtrissure qu'il n'y ait pas de vaccin français ? Et là aussi mes chers amis, je me suis fait procurer, c'est à la disposition de tout le monde, l'effort en matière d'innovation en santé et de recherche sur les 30 dernières années. Les résultats ne sont pas là... Donc il faut repartir de l'avant, c'est ce que le président de la République a annoncé en juillet dernier avec les premières concrétisations dans la loi de financement pour la sécurité sociale pour 2022, la création d'une agence

nationale d'innovation en santé, parce que là aussi il y a beaucoup de déperdition d'énergies. Il y a une organisation, tous les experts le disent, qui n'est pas performante donc il faut réinvestir la recherche et l'innovation en santé et les CHU, je ne l'oublie pas, en sont l'un des acteurs.

Et puis il y a le volet investissements, oui, parce que le cadre de vie d'abord c'est très important pour la qualité de l'environnement pour les professionnels de santé, pour les patients qu'ils accueillent, mais c'est aussi, on le sait, source de performance, d'efficacité — ce ne sont pas des gros mots — d'amélioration de la qualité du service rendu. Donc là aussi, nous avons annoncé le Ségur de l'investissement, je le rappelle, 19 milliards d'euros sur 10 ans, c'est-à-dire pour les anciens ici deux fois le Plan Hôpital 2007 et Hôpital 2012 réunis. Vous avez connu ça certains. Deux fois. Donc oui, je le dis, je l'assume, nous mettons le paquet sur la santé. Certains diront ce n'est pas assez, parfois même ceux qui ont fait deux fois moins mais enfin ça bon... C'est possible que ça ne soit pas assez, nous verrons, mais enfin c'est un effort inédit et considérable que maintenant, vous avez raison, il faut mettre en œuvre. Il faut décliner.

Donc me voilà ce soir à l'Assistance publique Hôpitaux de Marseille, il y en aura évidemment pour toute la région PACA, avec des annonces qui seront progressivement déclinées.

J'en profite pour dire aussi que nous suivons avec attention, Monsieur le directeur général de l'ARS, les projets des centres et des maisons de santé dans les 3ème, 15ème et 16ème arrondissements de Marseille - parce qu'on le voit bien, on a aussi un grand effort de décroisement qui a progressé. Je le dis au passage, la crise a aussi des bénéfices ; le décroisement public privé a été boosté par la crise, les relations entre les professionnels de santé libéraux et les institutions sont également fluidifiées comme on dit. Tout ça, il va falloir le capitaliser et le maintenir dans l'AP-HM. Dans l'AP-HM, vous avez ce programme d'investissements. Je ne veux pas faire appel à des souvenirs anciens, Monsieur le directeur général, mais il y a longtemps, il y a longtemps que le CH était dans l'attente de ses investisseurs, très longtemps. D'ailleurs, ça a été rappelé par la Présidente du conseil de surveillance. Pour les réaliser, je commence par ça, sous votre contrôle. L'établissement était quand même un peu plombé par sa dette, il faut bien le dire, bon. Là, il y a une dette qui était élevée, et donc nous allons allouer 250 millions d'euros à l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille pour reprendre sa dette, c'est-à-dire pour le dire plus simplement, un quart de la dette sera effacée.

C'est très important pour vous permettre d'avoir de financer ces projets et d'entrevoir, comme cela a été demandé, un avenir supplémentaire. Alors là-dessus, nous avons dit que nous apporterions en plus pour financer l'investissement, 238 millions d'euros, c'est-à-dire, si vous m'avez bien suivi, la moitié à peu près du plan d'investissement qui vous a été tout à l'heure présenté par le directeur général. Si nous sommes plus précis, comme cela a été dit, 168 millions étaient déjà annoncés, c'est le fameux COPERMO, je ne sais plus si c'est la présidente Vassal ou d'autres qui l'ont rappelé, ils étaient programmés, bien entendu, ils seront confirmés.

De la même manière, il a été dit que 50 millions supplémentaires ont été annoncés par le Président de la République, notamment pour l'opération Timone. On l'a fait pour l'opération qui est juste derrière moi, d'ailleurs, voilà. Et donc, que ce qu'on peut dire, ce que je peux vous dire aussi, c'est que nous finançons, nous apporterons Monsieur le directeur général, Monsieur le président de la CME, Madame la présidente du conseil de surveillance, 20 millions d'euros supplémentaires, toujours au titre du Ségur, pour compléter le financement de l'opération Hôpital Nord, qui est un quartier prioritaire de la ville ; opération Madame la Présidente, Monsieur le Maire, en cohérence avec notre action en matière de transports visant à avoir une meilleure desserte de ces quartiers, ce dont nous reparlerons ensemble demain matin.

Ce sont des choses concrètes, vous avez raison, pèse maintenant sur les acteurs la nécessité de le réaliser. C'est là que souvent, les ennuis commencent. Il faut pour ça, je me tourne vers le directeur général, d'abord, c'est très important, une mobilisation. Il faut que ces bonnes nouvelles, dans un environnement où il y en a bien besoin, comme l'a dit fort justement le président de la CME, vous servent vraiment à souder cette communauté hospitalière, à médicaliser de plus en plus les processus de décision et de gestion de l'établissement. Vous, je vous demande comme je l'ai fait toujours, comme je l'ai fait encore vendredi à Strasbourg, il faut que ce soit mis au service d'un dialogue social de la plus grande qualité possible. C'est exigeant, c'est difficile, évidemment. Ils trouveront que quand on leur annonce 20 millions, il leur en faudrait 40. C'est bien connu, il n'y a pas que les élus locaux qui sont sur ce registre. Bon, mais il n'empêche que vous allez de l'avant. Et il faut s'en servir pour souder cette communauté hospitalière et lui offrir des perspectives. Et ce que je peux vous dire, c'est que l'Etat, l'Agence régionale de santé, le préfet, l'Etat, ils sont ici aussi pour vous accompagner dans la durée.

Je voudrais vraiment souligner, ce qui est une force, l'intervention de la région, de la métropole, du département, de la ville. Ça, je le dis, je le dis ici

aux soignants, au public parce que ça, je ne le vois pas partout. Je ne dis pas que c'est unique. Mais c'est loin d'être la règle. Et ça aussi, je pense, je vous le dis que ça en dit long. Si je suis cohérent avec moi-même, eh bien, c'est évidemment l'illustration de ce que, quand on travaille ensemble au service d'un même objectif, et vous voyez, avec on va dire des élus de sensibilités différentes, éminemment respectables, chacune d'entre elles, on y arrive. On y arrive parce que l'objectif, il est clair. Et je pense que nous commettrions une faute collective en ne tirant pas les enseignements structurels, je le répète, de ce qui se passe en matière sanitaire.

La santé, évidemment, on l'a dit, c'est capital pour nous. Mais avoir une santé performante, une recherche, c'est aussi, comment dirais-je, un motif d'attractivité et de rayonnement pour notre pays, considérable. Nous avons aussi appris avec cette crise que c'était une question de souveraineté nationale, on ne plus dépendre pour des produits essentiels de l'approvisionnement de pays, surtout de pays extérieurs à l'Union Européenne. Ce n'est plus possible. Donc c'est tout ça, les enjeux qui sont derrière cette signature et dont je voudrais adresser mes remerciements à toutes celles et tous ceux en interne à l'établissement, monsieur le Directeur général, parce que je sais que tout ça, c'est un boulot considérable qui, hélas, ne fait que commencer ou tant mieux. Et à tous les partenaires ici réunis pour leur mobilisation aux côtés de l'Etat au service de cet objectif stratégique.

Je vous remercie.